

Protection pour ceux qui cherchent la protection ! Seulement dans la propre maison !

Imaginez que #LeaveNoOneBehind devienne réalité. Toutes les personnes se trouvant aux frontières extérieures de l'UE sont évacuées - après la violence, la peur, la maladie, les incendies, après des années.

Beaucoup arrivent en Allemagne. Et qu'est-ce qu'on trouve ici ?

On se retrouve à nouveau dans des camps. Là-bas, leurs sacs sont fouillés, leurs chambres sont contrôlées, le service d'ordre devient violent, la police vient et expulse les gens. Encore une fois: la violence et la peur. Les anciens traumatismes ne s'apaisent pas, de nouvelles maladies apparaissent - ces lieux oscillent entre tristesse et excès de violence. Le besoin de soins de santé, tant mentaux que physiques, est déjà élevé à l'arrivée et ne peut être couvert à ce stade. Plus le séjour dans les camps est long, plus les besoins sont importants.

Pendant ce temps, la protection contre l'infection requise dans la pandémie est impossible à maintenir. Les conseils sur la procédure d'asile, sur la protection contre la violence, sur les besoins de protection spéciaux sont limités ou ne sont pas disponibles du tout. Tout cela est la volonté du gouvernement fédéral et des gouvernements des États. Entre-temps, il peut durer des années avant que les personnes en quête de protection ne se retrouvent dans un camp.

C'est pourquoi nous exigeons: Abolir les camps !

Toute personne a droit à un logement, peu importe que soit son statut de résidence.

Alors par où commencer?

Il y a des nombreux endroits où commencer. Des militant.e.s du Baden-Württemberg ont lancé la campagne "Grundrechte am Eingang abgeben" (www.grundrechte-am-eingang-abgeben.de/) et initié un avis juridique. Aujourd'hui, quatre réfugiés du Baden-Württemberg ont intenté une action en justice contre le règlement intérieur auprès de la „Gesellschaft für Freiheitsrechte“.

Nous - un réseau national d'initiatives, d'associations, de conseils de réfugié.e.s - proposons de problématiser et de combattre le règlement intérieur dans les camps à l'échelle nationale. Ce n'est que dans les prisons et les institutions psychiatriques qu'il est possible d'intervenir de manière aussi intensive sur les droits fondamentaux que dans un camp et d'appliquer des politiques d'exclusion au lieu de politiques de participation. Et cela se fait aussi, dans une large mesure, par les règles internes.

Et comment commencer?

- Découvrez où se trouve le prochain camp. Il peut s'agir d'un centre d'accueil de l'État, mais éventuellement aussi d'un grand logement partagé sous la responsabilité de votre ville ou de votre quartier.
- Entrez en contact avec les résident.e.s! Parlez-leur, donnez-leur la parole, publiez des vidéos, des interviews, soutenez les résident.e.s dans leur organisation et leurs revendications!
- Documentez les empiètements sur les droits fondamentaux comme la fouille des chambres, les services d'ordre violentes, les sanctions

comme l'interdiction d'entrer et plus encore. Discutez avec les personnes concernées pour savoir si elles sont d'accord pour une publication (anonyme)

- Essayez d'obtenir le règlement intérieur de votre camp! Cela a été fait dans certains États fédéraux, par exemple par des contacts dans les camps
- les règlements intérieurs doivent être affichés. Vous pouvez aussi gagner la confiance des députés ou des conseillers municipaux et leur poser de petites questions dans lesquelles vous exigez la publication du règlement intérieur. Il est possible que le conseil des réfugiés de votre État fédéral ait déjà pu faire des recherches sur le règlement intérieur
- Lancez votre propre avis juridique sur les règlements intérieurs respectifs!
- Apportez la critique à la presse! Mettre les réfugié.e.s en contact avec des journalistes afin qu'ils.elles puissent rendre compte directement de ce qui se passe derrière la clôture du camp
- Attirez l'attention sur les conditions de vie dans le camp par des actions, des rassemblements, des flash mobs, des campagnes sur les médias sociaux
- ET NOTAMMENT: rejoignez notre réseau national pour avoir un aperçu de ce qui se passe ailleurs, des stratégies utilisées dans d'autres municipalités ou États fédéraux